

Réforme des retraites et usage du 49.3 : « Une insulte aux Français » pour Carole Delga



Réforme des retraites et usage du 49.3 : « Une insulte aux Français » pour Carole Delga

A la suite de la décision du gouvernement d'engagement sa responsabilité sur la réforme des retraites, la Présidente de Région, Carole Delga, réagit :

« Le Président de la République et son gouvernement ont choisi d'imposer par la brutalité du 49.3, une réforme injuste et inefficace. C'est une insulte au monde du travail et au peuple français.

Pourquoi je condamne la réforme

Depuis des mois, 70% de nos concitoyens refusent cette réforme.

Malgré la flambée des coûts de l'énergie et des produits alimentaires qui affecte lourdement leur pouvoir de vivre, les Français se mobilisent depuis deux mois avec dignité et détermination contre ce texte de loi déconnecté de la réalité de leurs carrières, de leurs parcours, de leur espérance de vie pour certains. Ceux et celles qui exercent des métiers pénibles et pourtant indispensables à la société, ceux et celles qui ont commencé à travailler tôt pour payer leurs études ou pour subvenir à leurs besoins, les mères de famille qui ont si longtemps exercé des doubles journées, devront rester en activité plus longtemps. La quasi-totalité de ceux qui perçoivent des pensions inférieures au Smic ne gagneront pas plus.

Voilà la réalité de cette réforme. Son contenu va à l'encontre des valeurs de justice sociale, de partage des richesses, de bien vivre ensemble qui guident mon engagement politique. Et l'urgence est ailleurs pour notre pays : éducation, santé, énergie, climat, transports, etc.

Pourquoi je condamne la méthode

En responsabilité et unis, dans le respect du débat républicain, les syndicats ont demandé jusqu'au bout un dialogue avec le chef de l'Etat. Ils ont trouvé porte close. A la souffrance sociale, le gouvernement ajoute le déni de démocratie. En n'écoutant pas le peuple, en ne présentant pas ce texte au vote de la représentation nationale, il creuse le fossé entre les citoyens et leurs dirigeants.

Cette attitude brutale entraîne chaos et désespoir et nourrit, encore et encore, l'extrême droite.

Elle est l'opposé des pratiques que je revendique pour conduire des réformes nécessaires à notre pays : construire du compromis social pour l'intérêt général.

Ce que je demande

Je souhaite que les parlementaires saisissent le Conseil constitutionnel, garant du débat démocratique dans le pays, du caractère républicain de nos lois et de l'équité entre les citoyens.

Je partage la proposition d'organiser un référendum d'initiative partagé, comme le prévoit notre Constitution. Loin d'opposer une légitimité à une autre, il renforce au contraire notre démocratie.

Je continuerai à soutenir le mouvement social qui va poursuivre sa mobilisation.

A rebours de l'entêtement et de l'autoritarisme du gouvernement, nous devons retrouver le chemin de dialogue, la voie de l'apaisement, le temps de choisir notre destin commun. »